



CAPL N°2 du 21 juillet 2016

Affectations des Contrôleurs et Contrôleuses au 1^{er} septembre 2016

Un nouveau tour de vis est prévu pour le budget de l'État. Matignon a récemment envoyé aux ministères les lettres de cadrage budgétaire dans lesquelles il leur est demandé un nouvel effort. C'est la première étape de la préparation du projet de loi de finances pour 2017.

Pour tenir le cap des 50 milliards d'économies prévues pour 2015-2017, l'État et ses opérateurs doivent réaliser 1,9 milliard d'économies supplémentaires en 2016, puis 2 milliards en 2017. Cet effort est conforme à ce qui avait été annoncé dans le programme de stabilité transmis à la Commission européenne.

Pour atteindre cet objectif, et tenter de réduire le déficit public à 2,7 % du PIB l'année prochaine, Manuel Valls demande aux ministres de réduire de 2 % leurs effectifs, et de stabiliser la masse salariale. Il n'y aura donc pas de rallonge budgétaire pour financer la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires. Les dépenses dites « de guichet » (comme les prestations sociales) ne devront pas augmenter, et les autres dépenses (comme celles de fonctionnement, les subventions...) devront diminuer de 5 %. Seuls deux secteurs seront protégés, et échapperont à ces restrictions : l'éducation et la sécurité.

A la DGFIP l'austérité nous la connaissons bien !

Suppressions d'emplois (32 000 en 10 ans), fermetures et fusions de services, restructurations sont menées sans aucune concertation et dans la plus totale opacité pour pallier les suppressions d'emplois et le manque de moyens de notre administration !

Nous demandons l'affectation la plus fine possible et ce dès le niveau national, le rétablissement du mouvement complémentaire, l'éclatement de certaines RAN qui sont bien trop importantes (comme la RAN de Gap) ainsi que l'abrogation du dispositif qui vise à maintenir les collègues qui sortent de l'école pendant 3 ans sur leur spécialité.

Le projet de mouvement général au 01/09/2016 fait ressortir un déficit de plus de 756 agent.es B et de 2 327 agent.es C

Et pour notre département, cela se traduit par +5 A, -3,3 B et -4,3 C

De plus, le mouvement « innovant » qui nous a été présenté la semaine dernière a conduit au boycott des CAPL C et B.

Détachements

Diffusion anarchique des informations

Documents de travail peu lisibles et incomplets ne nous permettant d'analyser le mouvement.

Les élu.es de la CGT Finances Publiques et de Solidaires Finances Publiques attendent de vous un mouvement respectant les règles d'affectations et vous alertent une fois de plus sur la situation délicate des services et des agents et dénoncent fortement les suppressions d'emplois.